

N° 5163<sup>5</sup>

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

---

---

PROJET DE LOI

portant modification de la loi modifiée du 29 avril 1999  
portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

\* \* \*

AMENDEMENTS ADOPTES PAR LA COMMISSION DE LA FAMILLE,  
DE LA SOLIDARITE SOCIALE ET DE LA JEUNESSE

DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES  
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT

(5.3.2004)

Monsieur le Président,

Me référant à l'article 19 (2) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et à la demande de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, j'ai l'honneur de vous soumettre deux amendements au projet de loi sous rubrique.

*Amendement 1:*

A l'article 8 (selon le Conseil d'Etat) du projet de loi, le mot „participe“ est remplacé par les termes „peut participer“. Le libellé de l'article 8 se présente donc comme suit:

**Art. 8.** A l'article 13 de la même loi est ajouté un troisième alinéa nouveau qui prend la teneur suivante:

„Si une entreprise du secteur privé ou un organisme visé au premier alinéa qui précède, fonctionnant sous le droit privé, engage un bénéficiaire de l'indemnité d'insertion moyennant un contrat de travail à durée déterminée ou à durée indéterminée, le fonds national de solidarité, sur déclaration certifiée sincère et exacte par le service national d'action sociale, *peut participer* aux frais de personnel occasionnés par cet engagement. Cette participation ne peut pas dépasser le produit du salaire social minimum brut pour un travailleur non qualifié âgé de dix-huit ans, augmenté de la part patronale et multiplié par le nombre de mois que dure l'engagement à durée déterminée ou à durée indéterminée, sans toutefois dépasser le nombre de trente-six mois en ce qui concerne le contrat de travail à durée indéterminée. Cette durée est portée à quarante-deux mois si l'engagement concerne un bénéficiaire de l'indemnité d'insertion du sexe sous-représenté dans le secteur d'activité en question et/ou dans une profession déterminée.“

*Motivation de l'amendement 1:*

La modification proposée permettrait au Fonds national de solidarité de négocier une participation aux frais de personnel, occasionnés par l'engagement d'une personne bénéficiaire de l'indemnité d'insertion, de la part patronale selon les cas. Elle représente un compromis entre le texte proposé par le gouvernement et l'intransigeance du Conseil d'Etat quant au manque d'engagement financier et donc de prise de risque économique de la part de l'employeur.

Cette modification devrait permettre de prévenir le risque d'abus de la part patronale.

*Amendement 2:*

L'article 11 (selon le Conseil d'Etat) modifie l'article 18 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti en y ajoutant un troisième alinéa. Il est proposé d'y ajouter un quatrième alinéa relatif à l'assiette de cotisation mensuelle.

L'article 11 se lira comme suit:

**Art. 11.**— A l'article 18 de la même loi, *sont ajoutés un troisième et un quatrième alinéas libellés comme suit:*

„L'allocation complémentaire est soumise au paiement des cotisations en matière d'assurance pension, si le bénéficiaire, non éligible pour l'obtention de l'indemnité d'insertion, justifie d'une affiliation à l'assurance pension au titre de l'article 171 du Code des assurances sociales de vingt-cinq années au moins. Dans ce cas, la part assuré et la part patronale sont imputées sur le fonds national de solidarité.“

„*L'assiette de cotisation mensuelle est constituée par la différence entre le salaire social minimum de référence pour un travailleur non qualifié de dix-huit ans au moins et les revenus professionnels de l'assuré.*“

*Motivation de l'amendement 2:*

Il a été estimé indispensable de fixer le montant de l'assiette de cotisation mensuelle. La formule ci-dessus est proposée à cet effet.

\*

Je vous saurais gré de bien vouloir me faire parvenir l'avis complémentaire du Conseil d'Etat dans les meilleurs délais.

Copie de la présente est envoyée pour information à Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse et à Monsieur François Biltgen, Ministre aux Relations avec le Parlement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Jean SPAUTZ

*Président de la Chambre des Députés*